

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 140 (1995)
Heft: 8

Artikel: "Le Pays" en 1934, un quotidien dans la tourmente
Autor: Buchs, Arnaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345558>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Le Pays» en 1934, un quotidien dans la tourmente

Par Arnaud Buchs

La *RMS* tient à soutenir les recherches des universitaires en formation en publiant, dans la mesure de ses possibilités, des travaux susceptibles d'intéresser ses lecteurs. Cette analyse du quotidien de Porrentruy, *Le Pays*, vient à son heure. A droite, dans l'entre-deux-guerres, le rejet du marxisme, du socialisme et du libéralisme amènent un rapprochement avec le fascisme, mais pas le nazisme. D'autre part, cette analyse scientifique vient nuancer un article de Pascal Rebetez paru en 1993¹. (Rédaction)

Dans le cadre d'un séminaire de recherche en histoire suisse contemporaine, organisé par le professeur H.-U. Jost à l'Université de Lausanne et portant sur les droites politiques en Suisse durant l'entre-deux-guerres, j'ai été amené à dépouiller *Le Pays*, quotidien catholique, démocratique et social jurassien, pour l'année 1934. Ce travail m'a permis de mieux comprendre la position des conservateurs jurassiens durant cette période troublée de l'histoire².

Il s'agissait d'illustrer, d'expliquer, mais jamais d'excuser certains points de vue catégoriques ou pour le moins «musclés» du *Pays*, qui sont caractéristiques à l'époque – ne serait-ce que par leur ambiguïté – d'une pensée dite «de droite». J'ai restreint mon analyse à deux thèmes: comment *Le Pays* percevait le fascisme et le nazisme.

En 1934, la Suisse, le Jura bernois en particulier, vivent une époque difficile, dans les domaines de l'économie et de la démocratie. Quelles solutions les conservateurs jurassiens proposent-ils pour sortir de la crise? 1934 marque aussi le premier et lugubre anniversaire de l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne. Une année semble un délai raisonnable pour se faire une opinion sur un système politique. Enfin, 1934 voit le Mouvement fasciste suisse (MFS) d'Arthur Fonjallaz organiser sa réunion annuelle à Mervelier, dans le «paisible Val Terbi»: les Jurassiens se trouvent donc en contact direct avec les représentants de l'extrême-droite suisse. Là encore, l'attitude du *Pays* s'avère des plus intéressantes.

Présentation du journal

En 1873, Ernest Daucourt fonde *Le Pays*; il reste di-

recteur de «l'organe des catholiques du Jura» jusqu'à ce que lui succède, en 1923, l'abbé Henri Schaller. Alfred Ribeaud, père et fils, assument la fonction de rédacteur en chef depuis les débuts. Jean Gressot, journaliste et futur préfet d'Ajoie, prend la relève en 1933, et il va conserver sa fonction jusqu'en 1954. En 1934, le quotidien se trouve donc aux mains de Jean Gressot et d'Henri Schaller.

En première page, nous trouvons invariablement des articles de politique étrangère, Henri Schaller se réservant fréquemment deux ou trois colonnes pour commenter les nouvelles du jour. Nous avons ensuite les «Nouvelles suisses», les «Nouvelles de l'étranger» et, enfin, les «Nouvelles jurassiennes»; ces dernières débordent parfois largement sur la troisième page, réservée aux «Dernières nouvelles». Le quotidien se termine par une pleine page de publicité et

¹ «Les fascistes dans le Jura», D'autre part, N° 13, automne 1993.

² Pour l'histoire suisse et jurassienne des années 1930, Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses (NHSS). Payot, Lausanne, 1986; Bernard Prongué: Le Jura de l'entre-deux-guerres. Porrentruy, Société jurassienne d'émulation, 1978.

d'annonces. Le jeudi, il comporte deux pages supplémentaires, l'une réservée «Aux amis de la Corporation», l'autre «A la Jeunesse démocratique-catholique». «Le corporatisme est un projet de réforme de l'Etat, de l'économie et de la société, qui s'est développé durant l'entre-deux-guerres³». Emanation du syndicalisme chrétien-social et repris par le fascisme, le système corporatiste, fondamentalement anti-démocratique⁴, rencontre beaucoup d'échos favorables dans le *Pays*. On trouve à plusieurs reprises les signatures d'éminents corporatistes et hommes de droite, tels l'abbé Savoy ou Gonzague de Reynold.

La page consacrée aux «Jeunes démocrates-catholiques» retient tout particulièrement l'attention, car elle contient des articles parfois très violents (4 et 11 janvier, 15 mars, 5 juillet, etc.). A quelques exceptions près, ces articles ne sont signés que par de simples initiales, ce qui empêche d'identifier avec certitude les auteurs.

Le journal est profondément marqué par la personnalité de son directeur; Jean Gressot, pour sa part, ne signe que peu d'articles. Entre autres charges honorifiques, Henri Schaller est «président d'honneur de l'Association de la presse

Soixante ans après...

Kulturkampf bismarkien et Kulturkampf hitlérien

Source: Le Pays, 12 novembre 1933.

catholique de Suisse romande», «prélat domestique de la Maison pontificale de Jean XXIII», «protonotaire apostolique», «commandeur de l'Ordre du Saint Sépulcre», «médaillé de la Reconnaissance française» de la «Croix de la Légion d'Honneur», etc. Il a été ordonné prêtre en 1912, à l'âge de 28 ans. A tout cela, il faut encore ajouter qu'il sera élevé au titre de «Monseigneur» en 1936. Il quittera sa fonction de directeur du *Pays* en 1969. C'est donc un prêtre-journaliste, un «soldat de la plume» de grande notoriété qui dirige l'organe des conservateurs jurassiens.

Le Pays a un net accent didactique, voire moralisateur. Les typographes prennent soin d'utiliser tous les moyens en leur possession (italiques, soulignés, gras, etc.) pour attirer l'attention du lecteur sur les éléments importants de l'information. Information et combat idéologique sont donc intimement liés, un procédé

des plus courant à l'époque, qui ne manque pas de poser quelques problèmes au lecteur.

Marxisme et... libéralisme

Dans le contexte de la crise économique et politique qui secoue la Suisse et le Jura bernois⁵, la «Page de la Jeunesse démocratique-catholique» du 11 janvier 1934, qui retrace le bilan de l'année écoulée est intéressante à plus d'un titre. Un article, signé X.X., relève «l'entrée en lice des jeunes en politique» et s'en félicite.

La «jeunesse sans avenir», confrontée massivement au chômage, est depuis quelques années courtisée par les partis de droite. Fêtes, discours et manifestations sont régulièrement organisés pour mobiliser les diverses jeunessees politiques. Les jeunes constituent un électorat privilégié pour la droite: il suffit

³Philippe Maspoli: *Le corporatisme et la droite en Suisse romande. Lausanne, 1993, p. 5.*

⁴Roland Ruffieux (avec la collaboration de B. Prongué): *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande 1891-1949. Fribourg, Editions universitaires, 1968; H.-U. Jost: Les Avant-gardes réactionnaires. Lausanne, Editions d'en bas, 1992.*

⁵B. Prongué, *op. cit.*, pp 101 à 153, montre de quelle manière le chômage s'est abattu sur la région jurassienne (11,5% de chômage en moyenne pour les années 1930-1935).

de rappeler le rôle primordial joué par des sociétés d'étudiants comme Zofinge lors du «Printemps des Fronts». Il ne faut donc pas s'étonner qu'une page hebdomadaire soit mise à la disposition des jeunes démocrates-catholiques par l'organe officiel du PDC jurassien.

La rétrospective du 11 janvier relève la crise économique et le désenchantement, pour ne pas dire la décadence, qui en résulte. L'article en appelle au «renouveau national», incarné par les fronts. Le marxisme et le libéralisme sont désignés comme responsables de cette crise.

Faut-il s'étonner de voir réunis deux systèmes qu'a priori, tout oppose? H.-U. Jost prétend que, dans l'optique de la droite de l'époque, le marxisme n'est guère que l'émanation et l'aboutissement du libéralisme. Dans *Le Pays* du 4 janvier, ces deux théories, «d'importation étrangère», sont très sommairement assimilées à «l'organisation du désordre au point de vue économique, moral et social».

Gressot analyse lucidement la situation en Europe, dans son discours aux délégués du PDC, repris intégralement dans *Le Pays* des 6 et 7 février. Il y parle de «chaos», insiste longuement sur «la crise agricole, crise industrielle, crise artisanale, crise morale, crise sociale, crise religieuse et crise politique» qui touchent le Jura et la Suisse.

Désignés responsables là encore: le marxisme et le libéralisme. Gressot termine toutefois son allocution par une note optimiste, en annonçant pour bientôt «une Suisse fédéraliste, corporative et chrétienne». La droite suisse, depuis le début du siècle, proposait, pour sortir de «la crise et de la décadence engendrées par le libéralisme et le socialisme», de revenir aux valeurs fondamentales de la Suisse de l'Ancien Régime, source de toutes les nostalgies. Or cette Suisse, chrétienne, corporative, fédéraliste et très fortement hiérarchisée, est fondamentalement anti-démocratique...

Vers une démocratie «autoritaire»?

La quête d'un Etat fort, déclare Gressot, justifie l'élimination de la gauche, «le nettoyage énergique de tous les éléments nuisibles à la morale, auquel ont procédé Mussolini et Hitler, dès leur arrivée au pouvoir, [et qui] leur ont valu bien des applaudissements à l'étranger. Sans épouser les théories des dictateurs, nous n'en reconnaissons pas moins qu'ils nous ont donné, là, une preuve de leur sens de la responsabilité comme chefs d'Etat». Voilà qui apparaît symptomatique de l'ambiguïté caractéristique de la droite romande de l'entre-deux-guerres. Comment interpréter de telles affirmations? Comment le lecteur de l'époque comprend-il ce genre d'idées, apparem-

ment contradictoires? Le fascisme et le nazisme ne sont pas catégoriquement rejetés, au contraire du socialisme et du libéralisme.

Henri Schaller, lui aussi, joue sur les ambiguïtés, lorsqu'en date du 14 mars, il évoque l'heureux temps de la Suisse de l'Ancien Régime, dont la démocratie était «autoritaire dans la mesure même où elle était chrétienne (...) l'autorité est fille du christianisme et gardienne de la liberté.» Tout au long de l'année, Schaller ne manque pas de rappeler ses lecteurs à l'ordre chrétien (10 janvier, 3 et 14 mars, 16 juillet, etc.) et de fustiger les ennemis du christianisme: libéralisme, marxisme, mais aussi laïcisme et socialisme. L'amalgame du socialisme et du marxisme est typique de la pensée de droite à l'époque.

Manifestement, le marxisme attire toutes les haines et toutes les craintes: lorsque Louis Nicole, maire socialiste de Genève, envisage de donner une conférence à Delémont, *Le Pays* n'hésite pas, le 24 septembre, à inviter les jeunes militants conservateurs à manifester pour empêcher «le moscoutaire Nicole de bafouer notre foi».

Attitude face au fascisme...

L'article daté du 2 août, signé *Le Pays*, est des plus instructif. A la demande d'un lecteur, la rédaction précise sa position par rap-

port au fascisme. Voilà l'indice d'un certain malaise, d'un malentendu entre elle et ses lecteurs. La mise au point commence par une mise en garde: «il existe une très grave confusion dans cette question du «fascisme suisse allié éventuel du parti conservateur» et, plus généralement, «des partis d'ordre». Contre l'ennemi commun, le marxisme, le parti conservateur et le fascisme sont alliés.

Toutefois, «les fascistes suisses, pour jouer leur rôle – puisqu'ils ont voulu se fonder pour lutter contre les partis de désordre – ne doivent pas, pour être moralement grands et fiers, chercher de faciles conquêtes dans les régions où domine ce parti d'ordre social et familial qu'est le parti catholique conservateur et démocratique, acquis aux directives sociales et corporatives des Encycliques pa-

pales. Mais ils se doivent de tenter des conquêtes dans les milieux en proie au libéralisme, au socialisme ou au marxisme». En d'autres termes, «être alliés sincères pour les manoeuvres communes de conquêtes pour le bien et la défense contre le mal: *oui!* Se laisser grignoter et absorber pour se perdre dans le fascisme: *non!*»⁶. Habilement, *Le Pays* met en évidence les éléments importants de son argumentation, mais à trop vouloir simplifier, on finit par compliquer. Peut-être faut-il y voir également une manière d'éviter des questions «gênantes» et, surtout, de ne pas avoir à afficher ouvertement des relations «compromettantes».

Ces longues citations amènent au moins une constatation: pour les conservateurs jurassiens (comme pour la droite romande de manière générale), le communisme apparaît beaucoup plus dangereux que le fascisme. Bien plus, celui-ci fait figure d'allié potentiel contre le gauche. A défaut d'être excusé, le point de vue du *Pays* peut s'expliquer.

Le directeur du journal est un prêtre militant; très sensible aux questions touchant à la foi et à la spiritualité, Schaller se méfie automatiquement du matérialisme des communistes («les Sans-Dieu», comme il les appelle à plusieurs reprises) et de leur progression en Europe. En date du 31 décembre, il va jusqu'à écri-

A DELEMONT

Nicole ne viendra pas

L'autorité de police locale a fait savoir lundi dans la soirée que le moscouitaire Léon Nicole ne viendrait pas donner la conférence annoncée.

De notre côté, nous avertissons les Jeunesses démocratiques-catholiques que

LA MANIFESTATION

prévue au cas où Nicole parlerait n'aura pas lieu.

Il est heureux que nos autorités aient pris cette mesure pour éviter une provocation qui n'aurait pas manqué de troubler la paix dans notre ville.

C'est pour Nicole un avertissement que nous espérons être le dernier. Il est renseigné maintenant sur la sympathie que lui témoignent nos populations jurassiennes.

Le Comité de district
de la
Jeunesse démocratique-catholique

Source: *Le Pays*, 25.9.1934.

re que «l'opposition de la Suisse à l'admission des Soviets dans la SdN restera une des plus belles pages de notre histoire» suisse.

Il n'est dès lors pas étonnant que les conservateurs romands aient souvent vu dans le fascisme un moyen de lutter efficacement contre la gauche. Le fascisme est dès lors considéré comme un bouclier, un antidote protégeant les chrétiens contre le mal soviétique.

... et au nazisme

Sauf exception, *Le Pays* se montre hostile face au nazisme, ce qui contraste étrangement avec sa complaisance envers le fascisme. Il faut encore se tourner vers Henri Schaller, l'âme du journal, pour comprendre cette attitude.

**Aux Jeunes
Démocrates-Catholiques
du district de Delémont**

On annonce que le moscouitaire Nicole parlera mardi soir au Cinéma Apollo à Delémont.

Le Comité de district de la Jeunesse démocratique - catholique s'est adressé au Conseil communal le priant de prévenir les désordres possibles.

Au cas où ces démarches n'aboutiraient pas, nous organisons une

MANIFESTATION

pour empêcher Nicole de bafouer notre foi, chanter les louanges du marxisme étatiste et révolutionnaire contre une démocratie dix fois séculaire.

Le comité de district

Source: *Le Pays*, 24.9.1934.

⁶ C'est la rédaction qui souligne.

Considéré comme une pâle imitation du fascisme, le nazisme mène le vie dure aux catholiques allemands. Le Concordat, signé en 1933 entre le gouvernement du Reich et le Saint-Siège, est resté lettre morte, alors que Mussolini, grâce aux accords du Latran (1929), a su mettre les catholiques de son côté. L'abbé Schaller ne reste certainement pas indifférent à cet état des choses.

A cela s'ajoute la germanophobie des Jurassiens qui voient sans doute d'un mauvais œil le III^e Reich prendre de l'importance sur l'échiquier européen et surtout afficher ouvertement son désir d'expansion. Le 5 juillet, *Le Pays* écrit: «Impossible de se fier à l'Allemagne aussi longtemps qu'elle est en proie à des racistes exaltés et sanglants.»

Alors que, dans l'immédiat, l'Italie semble moins dangereuse, l'Allemagne, bien proche, apparaît menaçante pour l'autonomie politique et religieuse du Jura bernois. Le Concordat de 1933 interdit en effet aux ecclésiastiques de se mêler de politique. L'abbé

Schaller ne peut manquer d'y voir une attaque contre sa liberté de prêtre-journaliste. Aussi n'est-il pas surprenant de le voir rappeler à ses lecteurs les mauvais souvenirs du Kulturkampf qui a marqué si profondément les mentalités jurassiennes, lorsqu'il analyse la situation politique en Allemagne (17 et 19 janvier, 2 mars, 21 juillet, 29 août, 12 septembre, etc.). Le 21 juillet, il parle du nazisme comme du «plus odieux bolchevisme de droite.»

Conclusion

Le nazisme, proche et surtout anticlérical, s'attire les foudres de l'abbé Schaller. Le 25 mai, dans un article signé Dr X.J. (?), on peut lire que le fascisme a consacré dix ans déjà (...) à la reconstruction d'un ordre social d'inspiration catholique. Le fascisme, plus éloigné et plus conciliant face au catholicisme, apparaît comme un allié potentiel, pour autant qu'il demeure dans ces bonnes dispositions! L'article du 2 août laisse pourtant entendre que les démocrates-catholiques ne sauraient accepter que leur «allié»

vienne empiéter sur les terres conservatrices.

Lorsque le Mouvement fasciste suisse de Fonjallaz organise sa réunion annuelle à Mervelier dans le Val Terbi, *Le Pays* ne consacre que quelques lignes laconiques à cet «événement», se contentant de relever le 13 août que la gendarmerie a verbalisé les porteurs «de la chemise brune ou noire». Onze jours plus tard, le 24 août, il revient sur la réunion pour préciser que «la rénovation nationale se fera chez nous, (...) mais sans importation de méthodes étrangères.»

En dernière analyse, les responsables du *Pays* voient plus le fascisme comme un moyen de lutter efficacement contre le communisme que comme un système applicable tel quel à la Suisse. Pourtant, la fin justifie-t-elle les moyens? Quant au nazisme, il est sévèrement rejeté, son anti-socialisme violent ne suffisant pas à excuser son impardonnable anticléricalisme.

A. B.